



## Édouard Philippe : « Notre système fondé sur les libertés est menacé »



Invité d'honneur du **Chinese Business Club**, l'ancien Premier ministre a été interrogé sur ses ambitions pour 2027 et s'est posé en défenseur de la démocratie libérale. Mauvais présage ou acte manqué ? Édouard Philippe n'a pas eu le temps de goûter à l'Élysée fraise-rhubarbe. Quand le dessert choisi avec malice par les organisateurs du déjeuner du club d'affaires **Chinese Business Club** est servi, l'ancien Premier ministre s'est déjà sauvé, contraint par un train, a-t-il justifié.

Durant un peu plus d'une heure ce mardi, devant un parterre de dirigeants et de personnalités de l'élite économique, le maire du Havre s'est toutefois laissé aller à quelques timides confidences très contrôlées quant à son état d'esprit en vue de la prochaine échéance présidentielle, ainsi qu'à des « considérations lucides mais sombres ».

Fidèle à sa ligne de conduite, l'homme politique préféré des Français depuis son départ de Matignon, il y a trois ans, continue de revendiquer une certaine discrétion, de cultiver la parole rare. Au point que l'animateur de télévision Nelson Monfort, placé à la table de l'ancien chef de gouvernement, le qualifie de « Jean-Jacques Goldman de la politique », suscitant quelques rires sous les lustres du luxueux salon de l'Intercontinental, un grand hôtel parisien.

L'élus normand prétend au contraire se méfier des sondages de popularité et refuse de se soumettre au jeu du « commentaire sur le commentaire », cette « caractéristique de la médiocrité » qui nuit, selon lui, au débat politique.

La liberté économique ne peut prospérer que dans un système où la liberté politique est garantie.

Édouard Philippe

Édouard Philippe préfère à l'inverse prendre de la hauteur et s'extraire des polémiques du moment. Son angle du jour : la défense de la liberté. Ciblant certains régimes autoritaires, notamment asiatiques, sans les nommer, l'ex-hôte de Matignon s'est alarmé d'une « remise en cause très forte de la démocratie libérale ». « Notre système fondé sur les libertés est menacé », a-t-il insisté, s'inscrivant en faux contre « l'idée insidieuse selon laquelle la démocratie libérale serait incapable de répondre à la question sociale ou environnementale ».

« La liberté économique ne peut prospérer que dans un système où la liberté politique



est garantie », a-t-il mis en garde, à la manière d'un lanceur d'alerte. Celui qui aspire à succéder à Emmanuel Macron a donc appelé à « avoir une Union européenne solide, un moteur franco-allemand, une prospérité et une stratégie claire ».

À ce propos, Édouard Philippe s'inquiète d'une possible « remise en cause » dans la « façon de penser » le couple franco-allemand. Alors que le chef de l'État doit se rendre outre-Rhin la semaine prochaine pour une visite d'État, l'ancien juppéiste a pointé le « décrochage » français vis-à-vis de l'Allemagne en matière économique, les « divergences sur les questions énergétiques, dans la stratégie de défense commune, dans les relations avec la Chine ou les États-Unis ».

Cette compétition entre grandes puissances, couplée au phénomène de « périphérisation de l'Europe », porte le risque de nous placer « à la merci d'ambitions de puissances régionales avec lesquelles nous ne serions pas forcément d'accord », a-t-il poursuivi, sculptant sa stature d'homme d'État et de présidentiable soucieux des grands enjeux, au-dessus de la mêlée.

Un retour au gouvernement ?

Le maire du Havre n'en oublie pas de distiller quelques traits d'humour, ironisant sur « l'époque paisible » et « l'ambiance décontractée » de ce déjeuner d'affaires où seul Nelson Monfort, vêtu d'un polo, semble avoir dérogé à la consigne faisant mention du port obligatoire de la cravate. Amateur de boxe, Édouard Philippe esquive quand le publicitaire Jacques Séguéla, l'un des conseillers et communicants les plus influents de ces dernières décennies, lui demande si Emmanuel Macron, invité du **Chinese Business Club** en 2015, ne serait pas l'adversaire qu'il redoute le plus. « Personne ne sait ce que sera l'élection en 2027 », a éludé l'intéressé.

Le patron d'Horizons s'y prépare pourtant activement en tentant de résister à ceux dans son parti qui le poussent à prendre davantage la lumière ou à se démarquer de manière plus visible du président. L'hôte de l'Élysée ne lui facilite d'ailleurs pas la tâche. En tournée à Marseille, le chef de l'État a opportunément proposé de repenser le temps scolaire, notamment les grandes vacances d'été, source, selon lui, d'inégalités sociales. Une même idée poussée par Édouard Philippe une quinzaine de jours plus tôt lors d'un déplacement à Bordeaux. C'est d'ailleurs sur ce même thème, celui de « l'école du XXI<sup>e</sup> siècle », qu'il devrait centrer son prochain livre, attendu pour la rentrée.

En pleines tractations sur un possible remaniement, la possibilité pour Édouard Philippe de revenir au gouvernement comme ministre a fait débat dans son entourage. « Il pourrait accepter un grand Bercy », se prend à rêver l'un de ses amis. Le président lui-même ne rechignerait pas à récupérer ce poids lourd dans son équipe pour montrer qu'il reste attractif.

Lors de leur dernière entrevue en tête-à-tête, à la mi-juin, Emmanuel Macron lui en a même fait part, comme Le Point le révélait la semaine dernière. « Aux yeux des Français, il n'y a que la parole performative qui compte. Tout ce qui est en dehors relève du commentaire. La campagne, c'est dans quatre ans. Et, quatre ans à faire du commentaire, tu finis par lasser, parce qu'on sait que ce n'est pas toi qui décides. Le seul moyen pour lui d'exister est donc de revenir au gouvernement. Au moins, quand tu es ministre, ta parole a une conséquence pour la vie des gens », encourage, non sans arrière-pensées, un membre du premier cercle élyséen.

